



Investir dans les populations rurales

Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

Deuxième session

Rome, 19-20 juin 2023

Synthèse du président de la Consultation: Deuxième session de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

Cote du document: IFAD13/2/INF.3/Rev.1

Date: 19 juillet 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Kyle Peters

Président externe

courriel: r.peters@ifad.org

Leon Williams

Responsable principal des partenariats,
reconstitution des ressources

Division de l'engagement, des partenariats et
de la mobilisation des ressources à l'échelle
mondiale

courriel: l.williams@ifad.org

Ronald Hartman

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats et
de la mobilisation des ressources à échelle
mondiale

e-mail: r.hartman@ifad.org

Synthèse du président de la Consultation: Deuxième session de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), des membres de la direction et du personnel du FIDA, des observateurs et des personnes invitées se sont réunis à Rome et en ligne les 19 et 20 juin 2023, à l'occasion de la Deuxième session de la Consultation sur FIDA13.
2. Après les observations liminaires du président externe de la Consultation, le Président du FIDA a prononcé un discours d'ouverture dans lequel il a rappelé les défis que le Fonds affronterait durant FIDA13 et les perspectives qu'offrirait cette reconstitution des ressources, cadre général idoine pour faire monter d'un cran la réponse collective à l'insécurité alimentaire et aux changements climatiques et pour investir dans la transformation des systèmes alimentaires, en mettant l'accent sur les petits exploitants agricoles et les femmes et les hommes pauvres des zones rurales. Les observations du Président ont été suivies par une déclaration de Rania A. Al-Mashat, Ministre de la coopération internationale de la République arabe d'Égypte. La Ministre a évoqué le partenariat de son pays avec le FIDA et mis en avant le rôle du Fonds dans l'amélioration de la vie de plus de 1,3 million d'exploitants agricoles et l'autonomisation des jeunes et des femmes des zones rurales, à qui il donnait les moyens de prendre en main leur propre développement. Rania A. Al-Mashat a aussi souligné le fait que, vu le savoir-faire du FIDA, organisation habile à assembler des financements et à faire avancer des solutions intégrées, c'est à lui qu'avait été confié le pilier relatif à l'alimentation dans le programme égyptien Nexus of Water, Food and Energy. En conclusion, elle a appelé les États membres à faire bloc autour de FIDA13 afin de permettre au FIDA d'agir pour un futur plus sûr et durable.
3. Le président de la Consultation a noté que l'Union européenne avait demandé à suivre cette session de la reconstitution des ressources du FIDA et les suivantes en qualité d'observatrice, comme elle le fait déjà pour les sessions du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration. Les membres de la Consultation ont confirmé qu'ils approuvaient la participation à distance. Les représentants de l'Association internationale de développement et du Fonds asiatique de développement ont également assisté à la session à distance en qualité d'observateurs sans droit de parole.
4. L'ordre du jour a été adopté sans modification.

A. FIDA13: Modèle opérationnel et cadre de financement

5. La direction a présenté un aperçu du Modèle opérationnel et cadre de financement en mettant en avant en quoi les propositions pour FIDA13 forment un ensemble cohérent du point de vue du financement et des opérations pour la période 2025–2027.
6. Les membres ont salué la qualité du document et la prise en compte des commentaires qu'ils avaient formulés à la première session, pendant le séminaire informel du mois d'avril et au cours des discussions tenues en amont de la session. Cependant, les représentantes et représentants ont noté qu'il importait de rendre disponibles tous les documents dans les langues officielles et de ménager un délai suffisant pour qu'ils puissent les examiner comme il se doit.
7. Les représentantes et représentants ont rappelé qu'ils soutenaient la priorité de FIDA13, à savoir la transformation durable des systèmes alimentaires et l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales. Les représentantes

et représentants se sont aussi montrés favorables à l'ambition affichée par le Fonds, à savoir d'une part mettre davantage l'accent sur le climat et la biodiversité, d'autre part s'appuyer davantage sur la collaboration avec le secteur privé et, enfin, consolider son approche concernant la vulnérabilité, la fragilité et la résilience. La nécessité de souligner les connexions entre ces thèmes et la capacité du FIDA à tenir ces engagements a été mise en évidence.

8. De nombreuses représentantes et représentants ont signalé que la direction aurait intérêt à énoncer clairement l'avantage comparatif du FIDA et à élaborer un argumentaire d'investissement plus fort pour FIDA13, ce qui les aiderait à plaider sa cause auprès des décideurs dans leurs capitales. Les représentantes et représentants ont accueilli avec satisfaction la proposition de la direction de mettre en avant les points clés des activités de FIDA13 dans une brève note, en mettant l'accent sur l'ambition et les grands avantages comparatifs du Fonds.
9. Les représentantes et représentants ont également conseillé au FIDA de continuer à se focaliser sur ses thèmes transversaux, à savoir l'environnement et le climat, l'égalité femmes-hommes et la jeunesse et la nutrition, sans oublier l'inclusion sociale, et si possible d'aller plus loin dans ses engagements, par exemple à collaborer avec les personnes handicapées.

B. Remédier aux facteurs et aux effets de la fragilité

10. La direction a ensuite présenté un exposé de la nouvelle approche du FIDA relative à la fragilité. Certains membres ont souligné le besoin de clarifier le concept de la fragilité. La direction a précisé que l'action du FIDA dans les situations de fragilité a été abordée au cours de plusieurs consultations précédentes, que le Fonds était déjà engagé activement dans des situations de vulnérabilité et de fragilité, FIDA13 étant l'occasion d'insister sur ce point.
11. Les représentantes et représentants ont pris note de la clarification de la direction selon laquelle l'unité proposée pour la fragilité serait intégrée au Département de la gestion des programmes. L'unité, de taille modeste, aura essentiellement pour mission d'apporter les capacités voulues et de faire partager les connaissances concernant la fragilité dans l'ensemble du portefeuille du FIDA.
12. Les représentantes et représentants ont salué l'engagement à consacrer au moins 25% du programme de prêts et dons aux situations de fragilité ou de conflit et ont demandé à faire preuve de plus d'ambition, compte tenu de l'accent mis sur la fragilité. La direction a réagi favorablement à cette demande.
13. Plusieurs membres ont noté l'importance de collaborer avec d'autres acteurs travaillant à la lisière entre l'action humanitaire, le développement et la paix, dont les organismes ayant leur siège à Rome, les institutions financières internationales et d'autres organismes des Nations Unies, dans le droit fil de la réforme engagée à l'Organisation des Nations Unies, et ont demandé au FIDA de s'engager davantage dans ces coopérations.
14. Les représentantes et représentants ont accueilli favorablement le renforcement de l'accent mis sur la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) et de son utilisation, y compris dans les situations de fragilité ou de conflit. La direction a fait remarquer que la Stratégie de coopération Sud-Sud et triangulaire du FIDA 2022-2027¹ apportait un cadre clair pour redoubler d'efforts dans ce domaine, la fragilité et la résilience étant particulièrement ciblées. La direction a également noté que la cible

¹ EB 2021/134/R.8.

en matière de CSST était conforme à la Stratégie de coopération Sud-Sud et triangulaire.

15. La direction apporterait de plus amples détails sur l'approche opérationnelle révisée au mois de juillet, lors du séminaire informel auquel les représentantes et représentants ont été conviés. Des informations plus détaillées sur l'approche opérationnelle du FIDA concernant la fragilité seraient mises à disposition avant la troisième session de FIDA13.

C. Le secteur privé et le Programme de participation du secteur privé au financement

16. La direction a fait une brève présentation de la proposition de collaboration accrue avec le secteur privé. Les États membres ont fait part de leur soutien concernant la volonté du FIDA de renforcer cette collaboration dans le cadre de FIDA13.
17. Certains membres se sont interrogés sur le besoin d'un nouveau modèle de financement pour le Programme de participation du secteur privé au financement (PPSPF) et ont demandé des précisions sur les liens entre l'approche renforcée relative au secteur privé et le PPSPF révisé ainsi que sur le périmètre d'intervention du secteur privé que le FIDA entend privilégier en particulier. En ce qui concernait le modèle de financement du PPSPF révisé, les États membres ont souhaité obtenir des clarifications sur le montant des ressources de base et empruntées proposé pour financer le PPSPF.
18. Des informations complémentaires ont également été demandées au sujet de la distribution des ressources allouées au titre du PPSPF. Un certain nombre de représentantes et représentants ont souligné à quel point il était important que le Fonds concentre ses opérations non souveraines sur les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dans lesquels les investissements privés doivent recevoir un plus grand soutien; d'autres ont toutefois noté que le PPSPF devrait être accessible dans tous les pays, conformément au principe d'universalité du FIDA. Les représentantes et représentants ont mentionné qu'il était important de faire de l'égalité femmes-hommes une priorité du FIDA dans le cadre de son approche renforcée relative au secteur privé.
19. Les représentantes et représentants ont accueilli positivement les précisions sur la gouvernance du PPSPF, notamment la supervision des approbations par le Conseil d'administration et le principe d'approbation tacite par les États. Les représentantes et représentants ont demandé de plus amples informations sur les prochaines étapes prévues pour le PPSPF et ont proposé une expansion graduelle qui puisse être ajustée en cours de route, notamment en fonction des capacités du FIDA.

D. Action climatique et biodiversité, et contributions additionnelles pour le climat

20. La direction a présenté les grandes lignes de l'approche renforcée relative à l'action climatique et la biodiversité dans FIDA13, dont la proposition de contributions additionnelles pour le climat.
21. Les représentantes et représentants ont noté le retard de transmission du document sur les contributions additionnelles pour le climat et ont exprimé le souhait que les principaux documents de la Consultation soient disponibles dans toutes les langues officielles et suffisamment à l'avance pour être examinés. Les représentantes et représentants ont demandé à disposer de deux semaines de plus pour soumettre des commentaires détaillés par écrit. La direction a réagi favorablement à cette demande et transmettra une version actualisée du document

avant la fin du mois de juillet. En outre, le dialogue sur la proposition de contributions additionnelles pour le climat se poursuivrait à la fois bilatéralement et tout au long de la Consultation.

22. Un grand nombre de représentantes et représentants ont salué la volonté du FIDA d'accroître la cible du financement climatique, qui avait été revue à la hausse pour atteindre 45% du programme de prêts et dons, y compris les contributions additionnelles pour le climat. Certaines représentantes et représentants ont fait remarquer que, faute de contributions additionnelles pour le climat, il serait raisonnable d'abaisser la cible fixée, tandis que d'autres souhaitaient que la direction s'engage à atteindre les 45%, que les contributions additionnelles soient incluses ou non. De plus amples détails ont été demandés concernant la part du financement climatique avec et sans les contributions additionnelles pour garantir une transparence totale sur la part des contributions de base correspondant au financement climatique.
23. Les États membres ont salué l'efficacité du FIDA dans l'assemblage de financements climatiques et son acheminement vers les populations les plus vulnérables, et les résultats à son actif dans ce domaine. La direction a plus particulièrement souligné le rôle singulier du Fonds, un des rares organismes qui accompagne dans l'action climatique les petits exploitants et dans les zones rurales. Tel était l'argument principal en faveur de la hausse de la cible du financement climatique et de la création des contributions additionnelles pour le climat.
24. Certains membres ont fortement appuyé l'introduction des contributions additionnelles pour le climat, qui pourraient effectivement apporter une solution avantageuse à la fois pour les États membres emprunteurs et pour les contributeurs, et ont considéré que les contributions additionnelles cadraient parfaitement avec la nature du FIDA, institution financière internationale. Cependant, d'autres membres ont soulevé des points importants, notamment l'accessibilité des financements en question pour les pays relevant des différentes catégories de revenu, particulièrement les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure; le risque de substitution et l'impact sur les droits de vote; et le bien-fondé d'attendre des pays emprunteurs qu'ils empruntent des fonds pour l'adaptation aux changements climatiques. De plus amples détails ont été demandés concernant la relation entre les contributions de base, les contributions additionnelles pour le climat, le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+) et d'autres financements climatiques, y compris les ressources supplémentaires issues de fonds mondiaux pour le climat.
25. La direction a précisé que toutes les catégories de revenu de pays bénéficieraient des contributions additionnelles pour le climat: directement pour les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, qui recevraient des financements climatiques concessionnels plus conséquents; et indirectement pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, qui bénéficieraient de la capacité d'emprunt accrue du FIDA du fait des fonds propres ainsi engendrés. La direction a expliqué qu'elle travaillait sur un programme d'une valeur de 1,5 milliard d'USD destiné à un nouveau financement de l'action climatique de la part des fonds pour le climat et qui serait accessible à toutes les catégories de revenu de pays. Elle continuerait de le faire indépendamment des contributions additionnelles pour le climat. Plusieurs membres ont mis en avant la nécessité que le FIDA soit totalement aligné avec l'Accord de Paris et se sont enquis de la progression de la feuille de route correspondante du FIDA. La direction a confirmé que les travaux étaient en cours, et que le FIDA prenait soin d'accorder ses violons avec d'autres banques multilatérales de développement. Elle a aussi signalé que le

Fonds était bien avancé dans l’alignement avec l’Accord de Paris en raison de la nature de ses activités et de la priorité qu’elle accorde au secteur agricole.

26. Des membres ont posé des questions sur l’utilisation de la terminologie, particulièrement les termes qui ne sont pas conformes à la terminologie multilatéralement arrêtée. La direction est convenue d’examiner l’usage de ces termes afin de garantir que la terminologie utilisée soit claire sur le plan conceptuel.

E. Cadre de financement, scénarios et impact

27. La direction a présenté le cadre et les scénarios de financement proposés pour FIDA13 – notamment l’impact qu’il est permis d’escompter dans chaque cas – en mettant l’accent sur l’importance qu’il y aurait à augmenter les contributions de base, pierre angulaire du financement du Fonds.
28. Les États membres ont accueilli avec satisfaction les scénarios actualisés ainsi que la prise en compte des observations formulées à la réunion informelle du mois d’avril. Certains ont signalé qu’il importait de bien faire ressortir la place que tenaient les remboursements dans les scénarios de financement. Plusieurs États membres, jugeant les scénarios C et D trop ambitieux, ont fait état des conditions budgétaires et financières difficiles auxquelles certains pays sont confrontés; d’autres États membres étaient au contraire d’avis qu’il ne fallait pas pour autant revoir les ambitions à la baisse. Les membres ont souhaité obtenir plus de précisions sur le programme de prêts et dons dans les différents scénarios et ont demandé à la direction de décrire clairement quelles seraient les conséquences si les scénarios les plus ambitieux n’étaient pas réalisés. Il a aussi été signalé qu’il s’était déjà produit, lors d’autres reconstitutions de ressources, que des scénarios ambitieux ne se concrétisent pas. Il semblait par ailleurs que l’adoption de cibles de cofinancement plus ambitieuses permette d’obtenir des effets similaires, compte tenu des très bons résultats récemment obtenus en matière de cofinancement et des conditions difficiles pour l’obtention de contributions de base.
29. Les membres sont convenus des cibles des fonds affectés aux régions et groupes de pays, bien que certains aient suggéré d’augmenter les cibles des allocations de l’Afrique et l’Afrique subsaharienne, étant donné que le pourcentage atteint à mi-parcours de FIDA12 était supérieur à celui des cibles proposées. Les membres ont demandé plus de détails sur les ressources qui reviendraient aux pays surendettés suivant la formule de calcul normale du Système d’allocation fondé sur la performance, l’objectif étant d’établir une valeur de référence pour comprendre les scénarios.
30. Plusieurs membres ont commenté la proposition d’explorer l’emprunt sur le marché, pour lequel on s’appuierait sur des émissions publiques, en signalant leur disposition à poursuivre les délibérations sur le sujet, en tenant compte de toutes les expériences faites au sujet des placements privés et en évitant que le niveau de concessionnalité du FIDA ne soit affecté. De plus amples informations et une analyse coût-avantages de la proposition ont été demandées. Les membres ont aussi demandé plus d’informations sur la proposition de prêts concessionnels de partenaires thématiques.
31. Le président de la Consultation a souligné l’importance des contributions de base pour toutes les catégories de revenu. Il a été considéré qu’une forte reconstitution des ressources était essentielle à la conservation du niveau de concessionnalité et d’une enveloppe conséquente pour le Cadre pour la soutenabilité de la dette, après la réforme de ce Cadre. La direction a indiqué qu’un scénario révisé, entre les scénarios A et B actuels, serait présenté pour délibération.

32. Il a aussi été fait remarquer que, par le passé, le FIDA n'avait pas toujours revu à la baisse son programme prêts et dons lorsque les cibles de contributions n'étaient pas atteintes, mais que cette pratique avait pris fin avec FIDA12. Le Président a confirmé que dorénavant, le programme de prêts et dons serait toujours ajusté en fonction des contributions réellement reçues.

F. Cadre de gestion des résultats de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

33. Les États membres ont accueilli favorablement la présentation du Cadre de gestion des résultats proposé et la réduction du nombre d'engagements et leur simplification; l'augmentation de l'attention dédiée à l'impact opérationnel; et la continuité de nombreux indicateurs au fil des reconstitutions de ressources. Les membres ont demandé des informations sur les engagements qui avaient été supprimés ou ajustés, et un calendrier pour la réalisation des engagements proposés.
34. Certains États membres ont mis en avant la difficulté à trouver un équilibre entre la réduction des engagements et la hausse de l'ambition dans les scénarios de financement. Plus de détails ont été demandés au sujet du degré des engagements et des résultats qui pourraient être obtenus dans le cas de chaque scénario. Quelques représentantes et représentants ont souhaité obtenir de plus amples informations sur des indicateurs spécifiques et ont suggéré d'ajouter des indicateurs au cadre.
35. La direction a confirmé que les suggestions faites seraient examinées attentivement une fois le Cadre de gestion des résultats affiné et a expliqué que le FIDA rassemblait régulièrement des données ventilées par sexe et, le cas échéant, sur les personnes handicapées et les jeunes. En réponse à une suggestion d'un membre, la direction examinera l'introduction d'un « rapport de fin de reconstitution des ressources ».

G. Données d'évaluation pour FIDA13

36. Les États membres ont salué l'exposé du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et ont accueilli favorablement les informations actualisées sur le programme de travail et la présentation des évaluations récentes.

H. Commentaires sur le partenariat avec le Comité de pilotage du Forum mondial paysan, le Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA, et l'approche en faveur des jeunes ruraux à assise communautaire du FIDA

37. La direction a fait une brève présentation des dernières nouvelles concernant le dialogue avec le Comité de pilotage du Forum mondial paysan, le Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA et l'approche en faveur des jeunes ruraux à assise communautaire du FIDA. La représentante et les représentants des trois groupes – Fernando Lopez Rodriguez, Secrétaire général, Confédération des exploitants agricoles familiaux du Mercosur; Tunda Margaret Lepore, représentante des peuples autochtones, communauté Maasaï, Kenya; et James Kellon Rwabwera, Président, Friends Effort to Support Youth, Rwanda – ont pris la parole lors de la Consultation et fait connaître leurs priorités respectives pour FIDA13. Il s'agissait d'intensifier leur participation au programme d'options stratégiques pour le pays, la conception et la supervision de projets, d'ouvrir l'accès aux ressources et de soutenir le renforcement des capacités des organisations représentant les exploitants agricoles, les peuples autochtones et les jeunes.
38. Les États membres ont accueilli favorablement leur contribution aux travaux et salué les efforts de la direction dans la consolidation de la démarche consultative

auprès de ces parties prenantes. Les représentantes et représentants ont accueilli positivement les informations supplémentaires fournies par la direction au sujet de la collaboration avec ces parties prenantes dans la conception et le développement de projets et des programmes d'options stratégiques pour le pays. Toutefois, quelques représentantes et représentants ont mis l'accent sur la nécessité ne pas attendre de ces collaborations plus que de raison.

I. Informations actualisées sur le programme des travaux de FIDA13

39. La direction a présenté des informations actualisées sur le programme des travaux de FIDA13 dans lesquelles elle a confirmé que la troisième session de la Consultation aurait lieu au siège du FIDA, à Rome, les 2 et 3 novembre. Des informations sur la quatrième session, qui se déroulera à Paris les 14 et 15 décembre, ont également été fournies. La direction a rappelé que, à la première session (en février), comme consigné dans la Synthèse du président de la Consultation, il avait été convenu de tenir la quatrième session à Paris sans engager de dépenses supplémentaires par rapport à ce qui avait été convenu dans le budget extraordinaire du FIDA pour la reconstitution des ressources correspondant à FIDA13. Les représentantes et représentants, qui ont à nouveau salué la volonté de la France d'accueillir la quatrième session à Paris, ont pris note du programme des travaux et de la possibilité de formuler de nouveaux commentaires, y compris sur les coûts supplémentaires concernant la participation des États membres.

J. Déclaration finale

40. Le président de la Consultation a résumé les points saillants des discussions, avant d'indiquer les prochaines mesures que la direction devrait prendre pour affiner l'ensemble accordé pour FIDA13: i) préparer une brève note développant un argumentaire d'investissement plus fort pour FIDA13; ii) donner plus d'informations sur l'approche relative à la fragilité; iii) donner plus de détails sur le renforcement de la collaboration avec le secteur privé; iv) affiner les propositions sur les contributions additionnelles pour le climat par une concertation constante avec les États membres et en révisant le document relatif à ces contributions; v) transmettre les informations actualisées sur l'exécution de la Politique du FIDA en matière de reclassement; vi) présenter les scénarios modifiés, afin de répondre aux commentaires des États membres; vii) affiner les engagements proposés pour FIDA13 et le Cadre de gestion des résultats dans le sens indiqué, et inclure des informations supplémentaires sur l'évolution de ce Cadre et plus de détails sur les cibles.
41. Le président de la Consultation a remercié les États membres, les interprètes et le personnel du FIDA d'avoir contribué au succès de cette session. Le Président a également remercié les États membres pour leur participation et a mis en avant la nécessité que tous les États membres fassent bloc autour de la mission du Fonds.